



**HAL**  
open science

# La contemporanéité de la philosophie sociale olmstedienne : entre privatisation et surfacisation des espaces publics urbains

Marine Dassé

► **To cite this version:**

Marine Dassé. La contemporanéité de la philosophie sociale olmstedienne : entre privatisation et surfacisation des espaces publics urbains. *Cynos*, 2014, Frederick Law Olmsted (1882-1903) et le park movement américain et Les années Roosevelt (1932-1945), 30 (2), pp.67-88. halshs-03122749

**HAL Id: halshs-03122749**

**<https://shs.hal.science/halshs-03122749v1>**

Submitted on 28 Jan 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# **La contemporanéité de la philosophie sociale olmstedienne : entre privatisation et *surfacing* des espaces publics urbains**

**Marine Dassé**

*Université Paris Ouest Nanterre La Défense*

**E**N 2011, le mouvement *Occupy Wall Street* choisit comme lieu de manifestation le Zuccotti Park à New York. Du fait de son statut particulier, le parc n'est pas soumis à la législation publique et ne ferme pas la nuit, ce qui permet aux occupants de s'y installer pendant de nombreuses semaines. Il se présente également comme l'incarnation même de la privatisation de l'espace public puisque c'est un parc public mais qui est en réalité la propriété d'une entreprise privée : *Brookfield Office Properties*. Ainsi, le parc se fait le symbole fort d'une réappropriation des espaces publics par et pour le peuple.

La relation qui existe entre l'espace public, la libre expression et la démocratie semble évidente. Or, avec l'avènement du capitalisme financier et les nouvelles politiques néolibérales, force est de constater que de nouvelles formes d'organisation spatiale ont émergé. Dans les sociétés capitalistes développées, on assiste à de nombreuses transformations dans l'accès à la ville liées à de nouveaux modes de gestion des espaces publics urbains contemporains. La complexité des espaces publics donne lieu à des tensions irrésolues et à l'émergence de nouvelles formes de gestion et d'organisation. En fait, cela se traduit souvent par une privatisation accrue à la fois des biens et des services publics, qui ont tendance à faire disparaître l'aspect gratuit et ouvert de nombreux lieux, notamment des espaces et parcs publics. Le processus de privatisation se caractérise par la délégation de gestion d'une autorité locale à une entité privée.

Mais l'évolution de la gestion des espaces publics se traduit par des formes très variées qui se déclinent de différentes manières et possèdent souvent un fonctionnement complexe. Ainsi, mon étude portera sur la privatisation des parcs mais aussi des espaces publics, ou ce que je préfère nommer *surfacing*. Car que ce soit par la prolifération des centres commerciaux, par le développement des *gated*

*communities*, ou encore par l'émergence de partenariats publics-privés tels les *Business Improvement Districts* où la gestion d'espaces entiers est laissée aux soins des dirigeants des quartiers d'affaires, ces phénomènes participent tous à une érosion de la vie locale, réduisant à de simples surfaces homogènes ces espaces autrefois liés à une identité sociale forte.

En effet, l'importance citoyenne des lieux publics et ouverts à tous se voit sans cesse ébranlée dans ce double contexte de privatisation et de *surfacing* : les programmes d'exclusion d'individus perçus comme indésirables, ou encore l'utilisation de la vidéo-surveillance devenue presque systématique au sein de certains lieux menacent le degré et le type de fréquentation des parcs, mettant ainsi en danger la diversité qui les caractérise.

Journaliste critique, fin penseur mais aussi urbaniste et architecte de talent, Frederick Law Olmsted est à l'origine de nombreux parcs à travers les États-Unis. Un idéal social et humaniste fort a caractérisé son travail mais, de nos jours, les résultats en matière d'égalité devant l'accessibilité des parcs et des espaces publics en général, sont peu convaincants. Olmsted croyait au bien-fondé d'un mélange des individus au sein des parcs, mélange qui amènerait ainsi à une grande diversité. Mais cet aspect semble relativement absent des discussions contemporaines sur les processus et institutions démocratiques (Roulier : 6).

Il convient donc de se demander comment résonne la philosophie d'Olmsted dans l'évolution actuelle des espaces publics. La privatisation des parcs s'inscrit en fait dans un contexte plus large dans lequel les espaces publics semblent être directement façonnés par des politiques à tendance néolibérale. Ainsi, je me concentrerai sur la philosophie sociale de Olmsted et sur l'idéal démocratique qui a guidé son travail. Dans un second temps, je démontrerai comment l'évolution des espaces publics d'aujourd'hui a entraîné une *surfacing* des espaces et une privatisation accrue des parcs. Enfin, j'analyserai les conséquences sur la démocratie et les risques sociaux entraînés par un tel conformisme dans l'urbanisme et l'aménagement des espaces.

**L'œuvre et l'idéal de Frederick Law Olmsted ou l'importance des parcs publics en démocratie.**

• Espace public ou espaces publics?

Il convient tout d'abord de définir le concept d'espace public qui, même s'il peut sembler évident, relève en fait d'une extraordinaire complexité. Il est particulièrement important de distinguer la différence entre son singulier et son pluriel.

Thierry Pacquot, philosophe de l'urbain la résume très bien : pour lui, l'espace public au singulier est avant tout un « lieu du débat politique, de la pratique démocratique, une forme de communication, de circulation des divers points de vue » (Pacquot : 3). En d'autres termes, l'espace public relève de la philosophie politique ou de la science de communication mais n'est pas géographique. Au contraire, les espaces publics au pluriel sont des endroits accessibles au(x) public(s), arpentés par les habitants. Il s'agit donc des « rues, places, parvis, boulevards [...] jardins, parcs », autrement dit « l'ensemble du réseau qui permet la libre circulation des individus dans le double respect de l'accessibilité et de la gratuité ». En fait, les espaces publics remplissent une fonction essentielle de la vie collective puisqu'ils « facilitent la circulation à la fois physique et celle des idées » (Pacquot : 3).

Il convient de rappeler que l'apparente dichotomie public/privé change selon le cadre spatio-temporel dans lequel elle évolue. Les espaces publics sont soumis à des lois différentes selon les pays et les époques. Pour simplifier, on pourrait dire que de nos jours, il existe trois types d'espaces. Il y aurait les espaces publics ouverts et accessibles à tous, sans conditions comme la rue ou les parcs ; les espaces semi-publics qui sont privés mais invitent le grand public dans ses lieux (par exemple les cafés) ; et enfin les espaces privés détenus par des propriétaires ou locataires et qui ne font qu'un usage exclusivement privé de leurs espaces.

L'histoire de l'évolution du concept de ce qui représente ou non un espace public aux États-Unis est particulièrement intéressante. Plusieurs cas de Cour Suprême relatifs au rôle de l'espace public ont été formulés ces dernières décennies mais, depuis la fin des années 1980, il semblerait que le concept d'espace public revête une définition beaucoup plus complexe et controversée qui a dû être réadaptée à de multiples reprises. Par exemple, en 1990, *United States v. Kokinda* stipule que les trottoirs à l'extérieur de la poste ne constituent pas un forum public traditionnel et que, dans la mesure où la poste « fonctionne comme un

commerce », elle est dans son droit d'interdire les militants politiques sur ses trottoirs. Au terme de plusieurs décisions, la Cour Suprême a redéfini la notion d'espace public utilisant des sous-catégories très précises telles que le forum public traditionnel, le forum non public ou le forum public limité pour distinguer les différents espaces et en réguler l'activité politique et religieuse.

Plus important encore, il existe deux conceptions majeures des espaces publics. L'une définit ces derniers comme des espaces « non contraints à l'intérieur desquels les mouvements politiques peuvent s'organiser » et qui sont donc caractérisés par une interaction libre (Mitchell : 115). L'autre vision, au contraire, reflète celle d'un espace « planifié, ordonné et sûr où les utilisateurs doivent se sentir à l'aise et non repoussés par de disgracieux sans abris ou par une activité politique non désirée » (Mitchell : 115).

De fait, une corrélation entre l'espace public au singulier et son pluriel semble exister puisque lorsque la notion de sphère ou d'espace public est bafouée ou perd de l'intérêt aux yeux des autorités, les espaces publics physiques ou matériels ont tendance à disparaître et vice versa : si ces derniers sont abandonnés, cela entraîne généralement une désintégration de la sphère publique en tant qu'espace expressif, d'échange, interaction et communicationnel. Cette notion de ce qui est public ou de ce qui devrait l'être est absolument primordiale car c'est ce qui définit, autorise, ou interdit l'accès des espaces aux individus et c'est un, si ce n'est *le* facteur absolument déterminant dans la réalisation des parcs de Frederick Law Olmsted.

- Olmsted : une philosophie sociale

Le concept de ce qui est « public » dans ce qu'il a de plus idéal (comme ouvert et accessible à tous) demeure profondément ancré à la fois dans la philosophie et dans le travail de Olmsted. La vie de Olmsted a été extrêmement riche et variée puisqu'il a exercé de nombreuses professions notamment dans le journalisme et l'administration publique. Il a aussi travaillé au sein de la commission sanitaire américaine pendant la Guerre Civile. Il est l'un des fondateurs de l'*Association Américaine de Science Sociale* dont la charte reflète particulièrement bien l'esprit qui anima son travail : « les responsabilités des classes éduquées et talentueuses envers les faibles, les stupides et les ignorants » (Blodgett : 885).

Mais la postérité l'a aussi retenu pour ses extraordinaires contributions à l'urbanisme et à la conception des parcs. Pour Olmsted,

### *La contemporanéité de la philosophie sociale olmstedienne*

le parc est un symbole de la démocratie libérale et en représente même la représentation spatiale idéale. C'était, pour lui, une « articulation visuelle de l'égalité civique » (Roulier : 330). Central Park, son chef d'œuvre, se situe par exemple au cœur géographique de la communauté et est accessible par des individus de n'importe quelle classe économique ou sociale. Il a imaginé ses parcs afin qu'ils aient une multitude d'usages. Ainsi, les valeurs d'accessibilité et de diversité sont au cœur même de sa philosophie urbanistique. Les parcs sont donc pour lui, à l'image des autres espaces publics, des lieux ouverts à tous, à vocation démocratique et propices au débat. Et même si l'utilisation des parcs peut varier, elle a initialement été conçue comme fondamentalement citoyenne. Par de nombreux aspects, Olmsted a créé des parcs qui, au-delà de témoigner d'une pensée esthétique, ont cherché à véhiculer un idéal politique et social. En effet, pour Olmsted il s'agit à la fois de nourrir la fraternité et de stimuler la démocratie tout en promouvant un esprit de communauté.

Il existe plusieurs périodes dans le développement des parcs urbains aux États-Unis et le travail de Olmsted s'inscrit dans le contexte historique et culturel du *park movement* américain. Cette période débute dans les années 1850 et dure une cinquantaine d'années. Les objectifs sont de proposer un espace de « soulagement contre les maux de la ville », une « imitation pittoresque de la nature qui regroupe ses qualités essentielles » (Madden : 192). Cet espace de « plaisir » s'oppose donc directement à celui de « simple amusement » ou d'« instruction ».

Mais cette période est aussi celle d'un capitalisme industriel intense : le développement des villes est rapide avec des immeubles remplis d'immigrants, une fumée constante et des conditions de vie particulièrement insalubres pour de nombreuses personnes. En réaction à cette atmosphère particulière, l'aménagement paysager s'inspire fortement de la philosophie romantique. Cette dernière considérait que la nature pouvait « élever et rétablir l'esprit humain », et appelait ainsi à une imitation « naturaliste de la nature, rejetant le design baroque... des lignes droites » (Low, Taplin, & Scheld : 20).

Mais la période dans laquelle vit et travaille Olmsted est aussi celle du *Gilded Age* américain, avec tout l'environnement politique et social qui l'accompagne. En effet, à la naissance de Olmsted en 1822, une très large majorité d'individus vivent à la ferme ou dans de petits villages et l'Amérique est encore largement une société rurale (Nicholson : 335). Les États-Unis sont encore une jeune république et ses écrits sont alors influencés par les défis auxquels elle doit faire face. Olmsted assiste à l'arrivée en masse des immigrants qui accompagne cette période industrielle de la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle. Pour

lui, la création des parcs représente aussi un moyen d'assimiler ces vagues d'immigrants (Roulier : 312). À l'instar de *Battery City Park*, il trouve un but civique aux espaces publics et aux parcs en particulier: celui d'unir les citoyens, en l'occurrence les habitants de New York, de toutes les classes sociales.

Conscient des « nécessités spatiales de la démocratie » (Roulier : 1), il s'est toujours attelé à maintenir une vision à la fois démocratique et réformiste de l'urbanisme. En fait, il considérait les parcs et places comme des biens publics (Kohn : 114) et percevait les parcs comme des « oasis face aux pressions urbaines de l'industrialisation » (Low : 117). Dans un article où Olmsted se fait témoin de la fréquentation d'un parc anglais à Liverpool, il dit ainsi qu'il « [était] heureux d'observer que toutes les classes profitaient de façon égale du jardin ». (Rybczynski 2003 : 93, cité dans Roulier : 315).

Olmsted fait partie des réformateurs d'après-guerre dont la foi en la démocratie politique et sociale est proche de l'inébranlable. Pour lui, la société américaine doit se fortifier contre les « impulsions matérialistes de la culture populaire » de l'époque. Les tensions d'une nouvelle nation urbanisée doivent être modérées par des arrangements structurels, à la fois politiques et esthétiques dans le but de promouvoir le respect parmi les groupes sociaux rivaux (Blodgett : 870). Il s'agit donc de répondre à un besoin urgent de concentrer son intelligence professionnelle sur les objectifs de l'ordre social et de la cohésion. En fait, le travail de Olmsted, tout comme celui des autres élites intellectuelles de son époque, reflète l'importance du sens du service public. Pour eux, la conception des rues, tout comme celle des parcs, représente la possibilité de moderniser la jeune nation.

Le mélange des individus au sein des parcs et jardins, surtout ceux issus des différentes classes sociales, est au cœur même de l'idéologie de Olmsted, puisque tout comme les autres penseurs du début du mouvement progressiste, il considère que tout le monde (pas seulement les plus aisés) doit être en mesure d'accéder aux sites de grande beauté naturelle ou dotés d'importance culturelle. Olmsted a beaucoup écrit sur les effets thérapeutiques des parcs ainsi que sur l'importance pour toutes les classes sociales de relâcher les tensions liées à l'intense activité urbaine.

Il souligna aussi l'importance des bénéfiques sociologiques et hygiéniques des parcs, qu'il surnomma « les poumons de la ville » (Blodgett : 878). L'idée a donc été d'offrir un endroit paisible et sain, une sorte d'havre de paix pour les classes populaires qui ne pouvaient pas s'offrir de séjour en pleine nature. Le parc symbolise ainsi une contre-

### *La contemporanéité de la philosophie sociale olmstedienne*

force à tous les maux de la ville et Central Park en est une très bonne incarnation.

- Central Park : allégorie d'un idéal.

Frederick Law Olmsted et Calvert Vaux sont à l'origine d'un des parcs les plus célèbres au monde, visité par 35 millions de personnes chaque année : Central Park (Fisher : 27). C'est une réalisation typique du XIX<sup>e</sup> siècle, construite dans un contexte historique bien particulier. Tout d'abord, c'est le tout premier parc du nouveau monde et il reflète donc particulièrement bien à la fois l'influence anglo-saxonne et européenne de l'époque mais aussi une certaine influence puritaine. En effet, le but de la création du parc est en partie d'attirer les travailleurs loin des pratiques de loisir « non civilisées » telles que celles de s'alcooliser dans les saloons, de jouer aux jeux d'argent ou encore de participer à des combats de coqs (Fisher : 27).

De plus, Central Park traduit également le concept aristocratique et européen d'un espace pastoral sculpté du XVIII<sup>e</sup> siècle puisqu'en 1850, les États-Unis sont un pays largement agraire et rural (Blodgett : 878). New York se développe à grande vitesse mais la population reste largement divisée en classes et c'est ce contexte qui pousse un groupe de réformateurs à la création d'un large parc urbain. Caractérisé par un idéal naturel fort, Olmsted prend particulièrement en considération « la beauté des champs, les plaines, la prairie et les eaux calmes », autrement dit, non pas une nature sauvage, mais une nature extrêmement paisible, rangée et surtout ordonnée (Fisher : 28).

Il est important de ne pas sur-interpréter et idéaliser les propos d'Olmsted. De nombreuses contradictions sont en effet inhérentes à sa pensée. En effet, le contexte économique et social de l'époque évoque une réalité différente de ce qu'Olmsted imagine pour Central Park. Dans les années 1860, peu de travailleurs immigrés se rendent au parc car ils n'ont tout simplement que peu de temps à consacrer aux loisirs et ne peuvent pas nécessairement s'offrir le coût du voyage en train (Fisher : 29). De plus, Olmsted a une vision très personnelle de la nature. Marqué par la tradition victorienne, pour lui le meilleur et unique moyen de profiter de ces espaces naturels est de le faire de manière passive, voire contemplative. Ainsi, il crée et impose toute une série de règles très strictes telles que l'interdiction de ramasser des fleurs ou de nourrir les oiseaux. Il implante également une police dans le parc pour s'assurer de leur mise en application. La rigidité de ces règles donne lieu à de nombreuses critiques et une illustration célèbre de Frank Leslie en 1869

dépeint deux enfants dans le parc entourés d'arbres sur lesquels de multiples pancartes accrochées stipulent « chiens interdits », « ne pas ramasser les fleurs », « défense de marcher sur la pelouse », etc. La légende annonce : « Central Park : un délicieux recours pour les travailleurs épuisés de New York » (Fisher : 29). Il faudra donc attendre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle pour que les habitants de New York commencent à s'approprier vraiment le parc et s'y rendent régulièrement.

Ce n'est qu'au XX<sup>e</sup> siècle que différents groupes sociaux s'y rassemblent pour en faire un haut lieu de la contestation. Les années 1970 sont le théâtre de nombreuses manifestations contre la guerre du Vietnam, puis des manifestations pour l'égalité des droits pour les homosexuels. Le parc devient un lieu d'expression privilégié pour les habitants de New York. Il semble rassembler des individus de toutes sortes et incarner une communauté inclusive et diverse, proche de celle qu'avait imaginée Olmsted. Certains universitaires l'ont même décrit comme « l'espace le plus populaire et démocratique en Amérique » (Rosenzweig & Blackmar : 525). Mais sans tomber dans l'excès, il s'agit donc de reconnaître à la fois ses qualités et sa perfectibilité.

### **L'époque contemporaine ou l'avènement de la *surfacing* des espaces publics**

- *Surfacisation* et néolibéralisme

La privatisation se caractérise par le fait de déléguer à une entité privée la gestion de ce qui est public ; cela peut se décliner sous plusieurs formes. Il existe différentes échelles dans la privatisation des parcs. Ils peuvent fonctionner comme des services publics, à l'image des fournisseurs d'eau où les utilisateurs payent une partie ou tous les coûts engendrés par leur utilisation. La sous-traitance représente un autre modèle où le secteur public fournit les fonds mais où des firmes privées sont en compétition pour les droits de production. Un autre modèle est celui de la propriété privée des parcs par des organisations à but non lucratif. Enfin, le dernier modèle représente celui où des entreprises privées achètent et gèrent ces espaces naturels sur la base du profit (Schwartz : 7). Une fois de plus, quelles qu'ils soient, tous ces modèles de privatisation semblent relativement différents de la façon dont Olmsted percevait l'espace public dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

Mais dans un contexte où de nouvelles logiques économiques et commerciales sous-tendent la transformation des espaces publics

## *La contemporanéité de la philosophie sociale olmstedienne*

urbains, on peut se demander si cette transformation en matière de conception à la fois intellectuelle et physique d'espaces et parcs dits publics ne reflète qu'une simple ré-interprétation contemporaine du concept des espaces publics ou au contraire entraîne un véritable déclin urbain. Car le seul terme de privatisation, englobe bien mal, selon moi, à la fois la complexité et la multiplicité des changements opérés au sein même de ces espaces.

En effet, les territoires et espaces recèlent tous un passé, une histoire et des traditions qui sont intrinsèquement liés à la notion d'identité et de communauté où ils sont situés. Ainsi, au terme de privatisation, je préfère celui de *surfatisation* de l'espace, phénomène qui viderait les espaces de leur signification, les réduisant à de simples surfaces homogènes, dépourvus de sens. Il existe différents types d'espaces qui illustrent ce concept mais le développement des « *Business Improvement Districts* » (BIDs) en représente l'exemple le plus pertinent. Les BIDs répondent à une logique commerciale qui cherche à gérer au mieux l'organisation spatiale afin d'optimiser le profit que ce territoire peut lui offrir, tout en redorant une image de prestige que rien et surtout personne ne viendrait changer. Ce sont des quartiers d'entreprise gérés par des hommes d'affaires qui paient des impôts supplémentaires et établissent leurs propres règles pour l'accès et la gestion de l'espace qui les entoure, ceci en accord avec la mairie. Mais la prolifération de tels espaces a généralement pour résultat le déclin important d'une diversité qui peut être ethnique et/ou culturelle et qui est pourtant au cœur même de l'idéal démocratique. En effet, ce qu'ont en commun ces nouveaux lieux hybrides est une volonté de préserver une certaine homogénéité car la diversité semble être perçue comme pouvant potentiellement entacher l'image et la crédibilité des dits lieux. Généralement, les règles mises en place par les BIDs interdisent la présence de mendiants, de sans-abris et d'utilisateurs de skateboard au sein de ces quartiers. Ils emploient une police privée qui est responsable de la mise en application de ces règles. En résulte donc des surfaces, plates, lisses, froides dépourvues d'identités, où la différence semble avoir été éradiquée en raison d'une nuisance potentielle perçue.

Même s'il y a bien sûr eu plusieurs courants en urbanisme et dans le design des espaces publics et des parcs, il semblerait que cette privatisation accrue soit le reflet d'idéologies politiques d'un néo-conservatisme dont les éléments principaux sont multiples. Avec la libéralisation de l'économie, on a peu à peu assisté à un certain retrait de la place de l'État ainsi qu'à l'éclosion de formes privées de gestion et de gouvernance. Alors que l'époque d'Olmsted a été caractérisée par une

idéologie progressiste qui a dominé la pensée politique de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, celle de la fin du XX<sup>e</sup> siècle a été dominée par une idéologie néo-conservatrice (More & Manning : 294). À l'époque d'Olmsted, on croyait au pouvoir et à l'efficacité du gouvernement, mais à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, la situation est bien différente. Suite à l'effondrement du communisme, à l'émergence de la mondialisation et au développement de l'immigration, les niveaux d'inégalité sociale grandissent. La foi envers les économies de marché et le système économique du laissez-faire se développe et se cristallise sous l'administration de Reagan. Selon John Shultis, de nombreux facteurs ont impulsé l'émergence de ces nouveaux espaces : une baisse de la taxation à un niveau individuel et d'entreprise mais aussi une baisse des dépenses gouvernementales. On assiste également davantage à l'émergence de partenariats publics-privés pour ce qui était traditionnellement des activités liées au secteur public (Schwartz : 9). Ce glissement des responsabilités du gouvernement vers les individus a eu de nombreux impacts sur le secteur public puisque de nombreuses mesures en ont résulté telles que la délocalisation et la privatisation (More & Manning : 294). Ainsi, depuis les années 1970, il semblerait que la privatisation ait émergé comme politique nationale (Schwartz : 6).

En fait, les politiques néolibérales des sociétés capitalistes avancées font souvent l'apologie de partenariats de type public-privé et de nombreux universitaires ont depuis longtemps établi le lien entre la fin de l'espace public tel qu'on le connaît aujourd'hui et les développements politiques contemporains tels que le néolibéralisme et la mondialisation (Madden : 190). Ce glissement idéologique a eu des conséquences importantes, puisqu'en discréditant le rôle du secteur public, l'accusant d'être inefficace, cela a inévitablement donné du pouvoir à tous types de gestion privée.

- Nouveaux espaces urbains, hybridation et fin d'une dichotomie

Tout l'enjeu de la privatisation des espaces publics réside dans le fait que ces derniers revêtent une importance primordiale pour la démocratie même si depuis l'agora grecque, ils ont été définis en termes d'inclusion et d'exclusion. En effet, la notion même de « public » est changeante et a été acquise au terme de luttes sociales importantes (Mitchell : 116). Mais les nouvelles règles qui régissent les espaces publics urbains contemporains remettent directement en question leur

## *La contemporanéité de la philosophie sociale olmstedienne*

légitimité politique au sein de la ville et les causes qui les sous-tendent sont multiples.

Avec le développement récent des *Business Improvement Districts*, il est en fait possible d'identifier une certaine logique économique et commerciale qui montre que la notion même d'espace public est entrée en profonde mutation.

En fait, il paraît clair que dans de nombreux cas, la dichotomie public/privé tend à disparaître. La cristallisation de cette hybridité se distingue très clairement dans le cadre des *BIDs*, puisqu'ils jouent désormais un rôle important dans la gouvernance locale de nombreux quartiers et leur fonctionnement est de nature complexe. Les impôts prélevés peuvent différer selon de nombreux critères : surface concernée, profits issus des activités, nombre d'employés. Mais pour la majorité des *BIDs*, c'est la valeur de la location des locaux qui prévaut (Steel & Symes : 327). Grâce à ces impôts, le but des *BIDs* est de financer des services supplémentaires tels que le nettoyage et la maintenance ou l'aménagement paysager, le marketing et la publicité, et enfin, des investissements capitaux comme l'agrandissement de la chaussée (Warner : 15). Les *BIDs* les plus riches peuvent entreprendre d'importants travaux et des projets d'infrastructure de grande échelle, modifiant presque entièrement leur quartier à leur guise. Ils emploient aussi des organismes de sécurité privés, bénéficiant ainsi de larges pouvoirs quasi-gouvernementaux. L'un des aspects positifs souvent mis en avant par les partisans des *BIDs* est que ces derniers revitalisent l'urbain. Il est vrai que les *BIDs* ont réussi à maintenir des rues plus propres et plus sûres, ainsi qu'à promouvoir le développement commercial des zones urbaines (Warner : 1). Les *BIDs* attirent aussi de nouvelles entreprises et investissements, favorisant ainsi le développement économique. Mais les effets politiques et sociaux sont nombreux et se traduisent bien souvent en termes de ségrégation de certaines catégories d'individus (généralement les sans-abris) et semblent donc bien à l'opposé de ce qu'Olmsted avait imaginé.

Un autre aspect de cette logique sécuritaire renvoie à la période qui suivit les attaques du 11 septembre et qui permit le développement de l'utilisation de la vidéo surveillance au sein de nombreux espaces publics, en particulier dans les parcs. Depuis de nombreuses années déjà, de nombreux parcs ont mis en place des mesures drastiques afin d'exclure les individus indésirables : réduire leurs heures d'ouverture voire fermer la nuit pour les empêcher d'y séjourner ou encore l'implantation de piquets sur les bancs publics afin qu'ils ne puissent pas dormir dessus. La ville de Los Angeles est d'ailleurs bien connue pour

exclure ses indésirables dans les fameux Skid Rows, rues entières laissées quasiment à l'abandon. Robert Ellickson est l'auteur d'un système de « zonage » en trois couleurs, à l'image des feux de route. La zone verte serait sûre, la zone jaune regrouperait les nuisances publiques tolérées telles que la mendicité, et les zones rouges constitueraient environ cinq pour cent d'un centre ville, où se concentreraient la prostitution, les sans-abris, le bruit, l'ivresse, etc. (Kohn : 169). D'autres propositions ont également vu le jour, comme à New York et à Los Angeles, où il a été proposé de confiner les sans abris dans des camps grillagés en bordure des villes (Kohn : 177). L'idée d'interdire à des sans-abris l'accès à des quartiers entiers pose de sérieux problèmes éthiques et démocratiques. Qui serait légitime pour décider qu'une personne est un sans-abri, et surtout, sur quels critères ?

Il convient de souligner que le modèle américain de l'espace public est particulièrement spécifique. Bien que, depuis la fin des années 1960, les régimes d'espace public dans toutes les villes soient devenus plus démocratiques, inclusifs et tolérants, les villes américaines doivent faire face depuis environ une vingtaine d'années à une dévalorisation puis une revalorisation de l'espace public (Zukin : 1). En fait, dans les années 1980, beaucoup de villes américaines ont tenté de rétablir une « atmosphère de cohérence sociale » dans les espaces urbains afin de les rendre plus agréables à vivre, moins dangereux, et plus profitables (Zukin : 1). Mais ce mouvement de re-esthétisation de l'espace a été opéré à l'extrême, jusqu'à considérer bon nombre de commerces comme des espaces publics. Dans la même veine, les parcs et les rues ont eux-mêmes été créés comme si leurs fonctions premières étaient d'être des espaces de consommation.

Le cas de Bryant Park, à New York, est particulièrement intéressant car son histoire reflète bien cette tendance. Difficile à contrôler pendant la majorité du XX<sup>e</sup> siècle, il a été le lieu de rencontres illicites durant la Seconde Guerre mondiale et celui des dealers dans les années 1970. À la fin des années 1970, le City Park Department de New York décide de privatiser sa gestion en la confiant à un *Business Improvement District*. Après enquête, le BID a financé de nouveaux plans et installé de nouveaux mobiliers et même des kiosques qui ressemblent à ceux de la bibliothèque publique des Beaux-Arts. Le parc est protégé par une police privée et a ses propres règles telles que l'interdiction de fouiller dans les poubelles, sauf pour les sans-abris associés avec l'église adjacente au parc (Zukin : 2). Le cas de Bryant Park constitue un parfait exemple car il dénote un changement conceptuel important. En effet, on assiste à une sorte de basculement du sujet politique de citoyen à celui

de consommateur. De nombreux universitaires ont même observé que les nouveaux espaces urbains sont orientés vers un « consommateur-citoyen », comme si consommer était devenu un devoir (Madden : 201). Ce nouveau modèle de privatisation avec un programme esthétique visant à attirer seulement un certain type de public (souvent fortuné) peut s'apparenter à l'« éducation par le cappuccino », pour reprendre l'expression de Sharon Zukin.

Toutefois, la terminologie moderne semble insuffisante pour expliquer la globalité et la complexité de la métamorphose des espaces publics. Les BIDs représentent la cristallisation à la fois de la privatisation et de la *surfacing* des espaces publics. En revanche, il n'existe pas d'expression pour qualifier les nouveaux espaces hybrides tels que les centres commerciaux où les individus font non seulement un usage public d'un espace bien que ce dernier soit privé, ou le développement des *gated communities*, résidences fermées où individus de classe et ethnie similaires vivent avec une gouvernance privée souvent très rigide et qui s'apparente à celle d'un mini gouvernement. Quoi qu'il en soit, depuis les années 1980, on assiste à un véritable déclin urbain où privatisation, *surfacing* et hybridation se mêlent, ne laissant, semble-t-il, que peu de place à la cohésion sociale, aspect pourtant primordial à la démocratie.

### **Risques et conséquences d'une homogénéisation au sein de l'urbanisme et résistances.**

- Un glissement de l'idéal démocratique au sein de l'urbain.

La philosophie d'Olmsted est empreinte d'une vision profondément sociale de l'urbanisme et de l'architecture. Cependant, comme en témoigne cette nouvelle organisation des espaces publics urbains, un véritable glissement du principe démocratique au sein de l'urbain semble avoir émergé. Ces nouveaux partenariats publics/privés sont au cœur d'une controverse importante puisqu'ils semblent présenter de nombreux inconvénients.

Au-delà de la confusion entre les sphères publiques et privées que ce type de partenariat engendre, il convient de comprendre les effets sociaux de la sur-régulation de l'espace public et expliquer en quoi le fonctionnement peu ou pas démocratique des BIDs pose problème. Il semblerait qu'avec une provision différente de services, les BIDs ont tendance à créer une certaine ségrégation sociale et contribuent aussi à la perte du capital social des zones urbaines (Morcol & Wolf : 911).

De nombreux critiques pointent également du doigt une certaine uniformisation stérile de la ville, l'érosion de la culture et de l'identité locale, ainsi que le déclin de la diversité et de la vie traditionnelle de la rue. L'érosion du caractère local, l'exode des petits magasins indépendants et l'influx des magasins de chaînes constituent également des critiques récurrentes, mais il semblerait que les BIDs soient à l'origine de réelles injustices sociales encore plus controversées. En effet, il existe des problèmes récurrents avec les entreprises de sécurité privée qui ont eu ordre de déplacer les sans-abris. De nombreux cas d'expulsions violentes ont été recensés et semblent de moins en moins constituer des cas isolés. En fait, le recours à des organismes de sécurité privée est de plus en plus courant et les dépenses en sécurité privée dépassent l'argent dépensé pour une police publique de 73 % (Minton : 5).

Enfin, bien que l'action modernisatrice et revitalisante du tissu urbain soit imputable aux BIDs, aucune étude ne prouve leur efficacité en termes de sûreté de la ville. En fait, les patrouilles de sécurité, la tolérance zéro envers la mendicité et l'utilisation récurrente des caméras de surveillance ne prouve pas si ces initiatives sont à l'origine d'une ville plus sûre ou si cette stratégie ne déplace pas seulement le crime ailleurs (Steel & Symes : 329). En fait, il semblerait logique que l'embourgeoisement de certains quartiers corresponde davantage au déplacement et non à l'éradication de la misère.

Le fonctionnement peu démocratique des BIDs se révèle à plusieurs niveaux. Outre l'inégale représentation des résidents au sein des conseils, l'influence politique d'un BID est généralement proportionnelle à la valeur de sa propriété, puisque les votes sont répartis selon la valeur commerciale des locaux, violant ainsi le principe démocratique d'un vote par personne (Kohn : 85). Ce retour au vote censitaire affaiblit l'esprit même de la démocratie moderne.

De plus, ils augmentent l'impact de la communauté d'entreprise déjà influente sur le gouvernement local et les conséquences de cette forme de taxation sont multiples et injustes puisque cet impôt viole le principe d'uniformité de taxation et a tendance à créer des conditions pour que les entreprises se retirent de la taxation générale (Morcol & Wolf : 911). En fait, le développement des BIDs participe à l'érosion de la démocratie locale car l'avenir des espaces publics réside dans les mains d'hommes d'affaires qui ne sont pas élus démocratiquement, plutôt que dans celles de représentants locaux. Des propriétaires régissent et contrôlent la gestion de ces espaces publics et cela s'est souvent traduit par la restriction de l'accès aux indésirables. Des

### *La contemporanéité de la philosophie sociale olmstedienne*

dispositifs comme celui dit de « conduite anti-sociale » bannissent les activités telles que le skateboard ou la mendicité.

Mais au-delà de ces conclusions, ces dispositifs mettent en exergue une perte des droits civiques, de la liberté d'expression et de rassemblement qui représentent les droits individuels les plus fondamentaux en démocratie. En effet, tant les centres commerciaux que les *Business Improvement Districts* ont le pouvoir d'exclure les personnes indésirables, et ce, en toute légalité.

Cet excès de pouvoirs et la baisse de diversité qui en résulte semblent bien loin de l'idéal démocratique développé par Olmsted. Il soutenait en effet que l'urbanisme avait un potentiel démocratique (Roulier : 314). Or, la tolérance zéro mise en place par les polices privées des BIDs va à l'encontre même d'un des principes clefs de Olmsted : celui des espaces pouvant nourrir la fraternité. Si l'on reprend l'idée fondamentale de sa philosophie, à savoir que tout le monde (et pas seulement les plus fortunés) doit avoir accès aux sites de grande beauté naturelle ou dotés de signification culturelle, alors la privatisation grandissante des espaces publics montre à quel point sa pensée, plus que reléguée au second plan, a souvent été ignorée.

L'une des critiques les plus récurrentes en matière de gestion publique des parcs consiste à considérer la gestion privée comme étant beaucoup plus efficace. Mais encore faut-il la considérer dans son ensemble. En effet, pour réduire ses coûts, les entreprises privées ont tendance à employer plus de personnel intérimaire et à moins les payer (Stormann : 167). L'universitaire Stormann explique ainsi qu'en diminuant les protections sociales des employés, l'on diminue le système dans lequel les droits des citoyens peuvent être protégés, et diminue *de facto* la démocratie. Le secteur privé se targue ainsi de se débarrasser de l'inefficacité de la démocratie. Mais l'auteur ajoute que cette inefficacité tant critiquée est elle-même inhérente à la démocratie, car c'est bel et bien la lenteur de tout le processus démocratique, avec ses débats et dialogues, qui crée le lien civique. Et c'est ce fameux lien qu'Olmsted a tant cherché à stimuler. Alors que le secteur privé voit la lenteur du processus démocratique comme pesante, l'auteur en souligne sa nécessité et approfondit davantage sa pensée en expliquant que « l'efficacité de la privatisation est l'atténuation de la participation démocratique ».

Par ailleurs, la recherche en matière de loisir a montré que la détente présentait de très nombreux avantages. En fait, il y en aurait très exactement cent quatre parmi lesquels : soixante et un bénéfiques personnels (bien-être, notamment), vingt-quatre avantages sociaux, ainsi

que des bénéfices économiques et environnementaux (More & Manning : 297). Mais la question que soulève cette recherche n'est pas tant dans la différence de production de ces bénéfices par le secteur public ou privé mais bien leur distribution. En effet, le secteur privé, ne serait-ce que par le coût d'entrée, limite l'accès des parcs aux plus aisés. Le rôle-même du secteur public diffère de façon conséquente puisque, comme il n'est pas motivé par le profit, son devoir est de s'assurer de l'égalité de distribution de ces services (More & Manning : 297).

Enfin, il convient de signaler que l'apparition de ces nouveaux espaces n'est pas récente et continue de croître. De même, le recours à des partenariats publics-privés pour gérer des parcs publics est de plus en plus fréquent. En fait, les raisons limitant l'accès aux espaces publics sont diverses, mais les chercheuses spécialistes de la privatisation des parcs et espaces publics, Setha Low, Dana Taplin, et Suzanne Scheld, en ont identifié trois essentielles. Tout d'abord, le nombre et l'accès aux espaces publics urbains a baissé à cause des programmes visant à se débarrasser des « indésirables ». De plus, il convient également de rappeler que l'augmentation de la privatisation et de la commercialisation du management des parcs a joué un rôle important dans la baisse de fréquentation. Enfin, l'augmentation de la surveillance et d'autres mesures de sécurité depuis les attaques du 11 septembre représentent une troisième cause non négligeable (Low, Taplin, & Scheld : 1). Mais l'émergence et la prolifération de tous ces nouveaux modes de gouvernance au sein de l'espace public n'en reste pas moins confuse. Il est parfois difficile de les identifier en tant qu'espaces privatisés car le processus de transformation est généralement complexe.

Il existe un nouveau lien qui semble presque devenu inextricable entre consumérisme et citoyenneté au sein de ces nouveaux espaces urbains contemporains. Alors qu'historiquement, le parc et l'espace public en général ont toujours représenté un espace politisé, symbole d'un espace ouvert où des individus de toute sorte peuvent se rassembler en tant que citoyens, notamment pour protester et exprimer un mécontentement, ils semblent presque être devenus des associés privilégiés de la consommation. L'entretien de ce nouveau lien tend à légitimer le concept de ce qui est public comme étant centré sur la surveillance et la consommation et cela semble aux antipodes des valeurs telles que la fraternité et l'égalité que cherchait à développer Olmsted.

• *Reclaim the Streets, Occupy Wall Street* et autres militantismes urbains : récupération citoyenne et re-démocratisation de l'espace

public ?

Mais l'utilisation et la fréquentation des parcs baissèrent peu à peu avec l'arrivée de l'automobile, le changement vers des plaisirs commercialisés et la baisse des budgets municipaux. Dans les années 1960, moins de New Yorkais utilisaient Central Park qu'un siècle auparavant (Bodgett : 888). La montée d'un individualisme grandissant et l'émergence de la société de consommation incitèrent les individus à des formes davantage privées et individualistes de consommation. Et bien que le parc, tout comme n'importe quel autre espace public, peut sembler sous-utilisé, il demeure une des pièces fondamentales de la démocratie. En fait, depuis les années 1990, on assiste à des formes de participation nouvelles avec une dimension urbaine et spatiale et à un réveil citoyen sans précédent quant à la privatisation des espaces publics. Même si ces derniers se font souvent de façon insidieuse et sans annonce publique, de nombreuses associations, collectifs et mouvements se sont manifestés pour une récupération citoyenne de ces lieux.

Depuis la bataille de Seattle en 1999,<sup>1</sup> un nouveau militantisme urbain semble avoir émergé, se réappropriant tous types d'espaces, et réunissant une grande diversité d'individus au service de causes variées avec des demandes parfois floues. Au sein des espaces publics comme des places ou des parcs, ou d'espaces urbains moins classiques tels que des squats, on assiste à de nouvelles pratiques de participation urbaines qui semblent reconstituer la sphère publique des forums traditionnels.

Bien que le mouvement *Occupy Wall Street* soit le mouvement le plus récent, celui de *Reclaim the Streets* a fait figure de précurseur et a interpellé par son mode d'action original. Cette initiative se voulant citoyenne et militante est née au milieu des années 1990 à Londres. Fête de rues pour certains, manifestations pour d'autres, la confusion quant à l'appellation du groupe est certaine car ce mouvement a réussi à transformer une lutte politique pour la réappropriation des espaces publics en rassemblements populaires atypiques et amusants. À l'instar d'autres groupes issus du mouvement de *culture jamming* (« détournement culturel »), les moyens utilisés sont variés mais leur originalité consiste à faire passer un message anticapitaliste associé à des fêtes de rue au sein de l'espace public organisées au préalable sur

---

<sup>1</sup> La bataille de Seattle est une série de manifestations qui eurent lieu en novembre 1999 à Seattle à l'occasion de la réunion de l'Organisation Mondiale du Commerce. Les manifestants se réclamant du courant altermondialiste s'opposèrent aux politiques économiques menées par l'OMC et bloquèrent le sommet international.

internet. Les personnes informées se rendent sur place, certains avec de la sonorisation, et se réapproprient l'espace pendant quelques heures. Ainsi, afin d'exprimer une inquiétude citoyenne à l'égard de l'avenir des espaces communs, les participants s'y rassemblent en masse et en profitent pour en faire une fête politisée accompagnée de messages et revendications écologiques et sociales. Ce groupe vise à une réappropriation collective du territoire urbain, militant contre l'érosion des quartiers et communautés.

Ce genre de mouvement est typique d'un militantisme urbain visant à créer une prise de conscience au sein de la communauté. Les revendications et tactiques des différents groupes varient, mais ils revêtent tous un certain rôle politique et social, en cela qu'ils tentent d'offrir une réponse en matière de réappropriation des communs. Ce type de mouvement représente un réel réservoir démocratique dans son sens le plus noble : celui du droit inébranlable à la libre expression du peuple. Cette nouvelle mouvance de militantisme urbain semble ainsi représenter une société civile contre-hégémonique, et semble répondre au cri pour le « droit à la ville » lancé par Henri Lefebvre en 1968.

Ainsi, même si la conception de l'espace et des espaces publics n'a cessé d'évoluer, il en est de même pour les idéologies qui les fermentent et les groupes qui les combattent. Le fossé qui existait déjà au temps de Olmsted en termes de différence entre idéal de la publicité (au sens de public) et la réalité subsiste. Il convient toutefois de noter que l'aspiration à la publicité que les individus en tant que citoyens semblent avoir paraît intemporelle.

- L'urgence de la réappropriation de la vision olmstedienne.

Dans son célèbre livre *City of Quartz*, Mike Davis parle cependant de la mort de « la vision olmstedienne » de l'espace public. Mais la vision olmstedienne de l'espace public n'a-t-elle jamais été traduite physiquement ? Personnellement, au terme de mort, je préfère celui de déclin ou de dévaluation car ils caractérisent mieux, selon moi, cette perte de l'idéal public et démocratique qui agitait autrefois les esprits des urbanistes. Je préfère même celui de *surfacisation* car il englobe mieux encore la complexité de tous ces nouveaux espaces qui se voient vidés de leur sens et ce, à la fois de manière complexe et insidieuse. Ils se font aussi témoins d'une certaine dé-démocratisation compte tenu que les preneurs de décision qui gèrent souvent ces derniers ne sont généralement pas élus (BIDs). Malheureusement, l'analyse de Mike Davis dans son livre ne prend pas suffisamment en compte l'émergence

### *La contemporanéité de la philosophie sociale olmstedienne*

de ces nouveaux mouvements urbains liés à la récupération de l'espace public et qui montrent que les citoyens sont encore capables de réclamer les espaces qui les entourent et ne sont pas si naïfs ou passifs quant à la situation actuelle. Parler de mort peut sembler exagéré, mais il est vrai qu'en Amérique du Nord, la *surfacing* des espaces publics a atteint un paroxysme jamais égalé. Un centre commercial, le Crossgate Mall à Guilderland, dans l'État de New York, avait par exemple expulsé un client appelé Stephen Downs le 3 mars 2003 pour avoir porté un tee-shirt avec le slogan « laissons une chance à la paix » lors de la guerre en Irak ce qui lui valut d'être accusé d'être trop politique pour le centre commercial (Kohn : 1). Cas isolés ou non, ces décisions n'en demeurent pas moins des actes ségrégatifs puisqu'elles mettent des individus à part de façon arbitraire. La controverse quant à l'utilisation et l'accessibilité des espaces publics est primordiale, car elle est révélatrice du type de société dans laquelle on aspire à vivre.

Définir l'espace et les espaces publics est donc difficile puisqu'il existe une nature multidimensionnelle de l'espace public dont les perspectives se chevauchent. Ce qui est nouveau, est que l'on se trouve en présence de privatisation d'un des lieux les plus forts des démocraties occidentales : il ne s'agit plus de privatisation des télécommunications ou des réseaux des chemins de fer mais bel et bien de l'espace et de toutes les représentations symboliques qui l'accompagne.

La philosophie sociale d'Olmsted était indissociable de celle de la conception des parcs et apporta une vision novatrice du rôle important que les parcs publics doivent avoir en démocratie. Il croyait avec vigueur en leurs pouvoirs sanitaires bienfaiteurs mais aussi en leurs effets civilisateurs et leurs impulsions démocratiques au sein de la société. Il était convaincu que si toutes les classes sociales pouvaient y avoir accès et s'y rassembler, alors les parcs pouvaient promouvoir des valeurs essentielles telles que la fraternité et la solidarité. A travers son travail et ses nombreux parcs, Olmsted a donc toujours œuvré pour mettre en application sa philosophie démocratique et ses valeurs de fraternité, de solidarité et de plaisir.

Toutefois, il est presque tentant de parler d'une nouvelle phase dans l'histoire des parcs et espaces publics en général. Leur rénovation, tout comme l'émergence et le développement des *Business Improvement Districts* qui délèguent l'organisation et la régulation de l'espace à des hommes d'affaires qui ne sont pas élus les soumettent davantage encore aux formes de pouvoirs dominantes. Il est possible d'imputer une partie de la responsabilité de ce changement à l'idéologie néolibérale ainsi qu'aux politiques initiées dans les années 1980 par Reagan. Cette

croissance envers les initiatives privées a eu de nombreuses conséquences sur la publicité (au sens de public) des institutions, mais aussi des espaces et parcs. En effet, suivant des logiques sécuritaires, notamment après le 11 septembre 2001, mais surtout commerciales et financières, de nouveaux espaces publics urbains se sont développés. L'émergence et le développement des partenariats publics/privés comme les BIDs ou des entreprises à qui on délègue la rénovation de certains parcs montrent bien que l'espace public a tendance à disparaître au profit de formes hybrides. Les BIDs s'inscrivent véritablement dans le paradigme de privatisation de l'espace public car, bien qu'ils aient émergé en réponse au déclin urbain, ils en représentent aussi la cause, puisque ni leur fonctionnement ni leur organisation n'est démocratique. En revanche, si l'on mesure leur succès en termes d'objectifs commerciaux, alors leur prolifération récente impliquerait une réussite patente. Or, ils revêtent selon moi plus d'inconvénients socio-politiques qu'ils ne représentent d'avantages économiques. Les BIDs produisent des résultats certes probants financièrement mais cela se fait au détriment de l'idéal de la vie en communauté et de l'égalité, principes qui étaient chers à Olmsted.

En fait, sa philosophie n'a jamais été aussi pertinente qu'aujourd'hui, même si les dernières mutations de l'espace public semblent dénoter l'exact opposé. Les preneurs de décision ne représentent en fait qu'une infime partie de la population puisqu'il s'agit souvent d'hommes d'affaires non élus. La privatisation et la *surfacisation* représentent une menace certaine pour une bonne cohésion et inclusion sociale, et donc pour la démocratie. Les parcs urbains représentent la cristallisation des espaces publics et devraient être perçus comme un baromètre politique et social. S'ils se définissent dans l'exclusion plutôt que dans l'inclusion et l'intégration alors ils témoignent d'une érosion certaine de la démocratie.

Enfin, les nombreux écrits académiques et les nombreux mouvements populaires liés à l'urbain montrent que les espaces publics au sein de la société occupent toujours une place primordiale. En fait, à l'âge de la privatisation des institutions mais aussi des espaces et parcs publics, il convient d'admettre que la vision olmstedienne fournit suffisamment d'éléments pour servir de critique incisive à nos villes et plus largement à nos sociétés actuelles. La pertinence contemporaine de sa philosophie ne fait donc aucun doute, même si les politiques néolibérales semblent l'avoir cruellement négligé. L'ensemble des mutations contemporaines de l'espace public se traduit par une perte de l'idéal démocratique, et la pertinence contemporaine des propos de Olmsted reste sans équivoque. Plus qu'importante dans un contexte

d'économies néolibérales tel que le nôtre, elle demeure véritablement nécessaire si l'on souhaite vivre dans une démocratie cohérente et fière de sa diversité.

## **Bibliographie**

- BLODGETT, Geoffrey. « Frederick Law Olmsted : Landscape Architecture as Conservative Reform. » *The Journal of American History* 62.4 (Mars 1976) : 869-889.
- DAVIS, Mike. *City of Quartz : Excavating the Future in Los Angeles*. London : Verso, 2006.
- FISHER, Colin. « Nature in the City : Urban Environmental History and Central Park. » *OAH Magazine of History* 25.4 (Octobre 1, 2011) : 27-31.
- KOHN, Margaret. *Brave New Neighborhoods*. New York : Routledge, 2004.
- LOW, Setha. *The Politics of Public Space*. New York : Routledge, 2006.
- . Dana TAPLIN, & Suzanne SCHELD. *Rethinking Urban Parks : Public Space & Cultural Diversity*. Austin : University of Texas Press, 2005.
- MADDEN, David J. « Revisiting the End of Public Space : Assembling the Public in an Urban Park. » *City & Community* 9.2 (2010) : 187-207.
- MINTON, Anna. « The privatisation of public space. » The Royal Institution of Chartered Surveyors. (2012) : 1-36. URL : <http://www.annaminton.com/Privatepublicspace.pdf> Consulté le 10 décembre 2013.
- MITCHELL, Don. « The End of Public Space ? People's Park, Definitions of the Public, and Democracy. » *Annals of the Association of American Geographers* 85.1 (1995) : 108-133.
- MORCOL, Göktuğ, & James F. WOLF. « Understanding Business Improvement Districts : A New Governance Framework. » *Public Administration Review* 70.6 (2010) : 906-913.
- MORE, Thomas A. & Robert E. MANNING. « The Public Functions of Parks and Protected Areas. » *Policies, Methods and Tools for Visitor Management : Proceedings of the Second International Conference on Monitoring and Management of Visitor Flows in Recreational and Protected Areas*. Rovaniemi, Finland (2004) : 294-298.

- NICHOLSON, Carol J. « Elegance and Grass Roots : The Neglected Philosophy of Frederick Law Olmsted. » *Transactions of the Charles S. Peirce Society* 40.2 (Spring, 2004) : 335-348.
- OLMSTED, Frederick Law & Robert C. TWOMBLY. *Frederick Law Olmsted : Essential Texts*. New York : W.W. Norton, 2010.
- PACQUOT, Thierry. *L'Espace public*. Paris : La Découverte, 2009.
- ROSENZWEIG, Roy & Elizabeth BLACKMAR. *The Park and the People. A History of Central Park*. Ithaca : Cornell University Press, 1992.
- ROULIER, Scott. « Frederick Law Olmsted. Democracy by Design. » *New England Journal of Political Science* 4.2 (2010) : 311-327.
- RYBCZYNSKI, Witold. *A Clearing in the Distance : Frederick Law Olmsted and America in the Nineteenth Century*. New York : Scribner, 1999.
- SCHWARTZ, Maurice H. « Privatization : An Overview – Introduction and Summary. » *The George Wright Forum* 22.2 (2005) : 6-11.
- STEEL, M, & M. SYMES. « The Privatisation of Public Space ? The American Experience of Business Improvement Districts and Their Relationship to Local Governance. » *Local Government Studies* 31.3 (2005) : 321-334.
- STORMANN, Wayne F. « The Death of the Olmstedian Vision of Public Space. » *Journal of Leisure Research* 32.1 (January 1, 2000) : 166-170.
- WARNER, Mildred, *et al.* « Business Improvement Districts : Issues in Alternative Local Public Service Provision. » *Department of City and Regional Planning*. Cornell University, Ithaca, NY (June 2002).  
URL :  
<http://s3.amazonaws.com/mildredwarner.org/attachments/000/000/211/original/9ef99129a4659ed138e9cb38a73c3c87> Consulté le 10 décembre 2013.
- ZUKIN, Sharon. « Politics and Aesthetics of Public Space : The “American” Model. » *Urbanistas* 7 (1998) : 1-4.

